



---

## ***Ce qu'ont appris sur les exploitations familiales des membres de l'APESS 34 premiers bilans réalisés en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale***

**SYNTHÈSE D'ÉTAPE :**

### **13 TENDANCES**

---

Introduction : .....	3
I. Les bilans permettent de savoir dans quelle mesure les familles d'éleveurs étudiées peuvent vivre de leur production primaire.....	7
II. Les bilans permettent de mieux savoir comment ces familles gèrent les apports de leurs animaux et ceux de leur production végétale : leur production, leur répartition, leur affectation.....	11
III. Les bilans confirment que la majorité des exploitations familiales ont des activités complémentaires .....	21
IV. Les bilans confirment l'importance des comportements de consommation dans les performances globales de l'exploitation familiale .....	25
V. Les bilans permettent de cerner plusieurs dimensions critiques du "capital physique" des exploitations familiales .....	29
VI. Les bilans permettent d'approcher les dimensions sociales et culturelles de l'exploitation familiale..	33
Conclusion sur les apports de ces études .....	38



campement dans la Kompienga (Burkina Faso)

## Introduction :

- **L'esprit et les objectifs des enquêtes test réalisées en 2010 et 2013**

L'APSS a pris une orientation nouvelle en 2011 en privilégiant l'appui à la transformation des **exploitations familiales** d'éleveurs dans sa stratégie la promotion de l'élevage en zones soudano-sahéliennes<sup>1</sup>. Une étude réalisée l'année précédente sur la situation de l'élevage et des éleveurs en Afrique Centrale<sup>2</sup> dans le cadre de laquelle des bilans simplifiés d'exploitations familiales d'éleveurs avaient déjà été conduits au Tchad, au Nigeria et au Cameroun, avait préparé cette évolution. Sa pertinence a été confirmée par la suite et cet angle d'attaque se retrouve dans la plupart des programmes des partenaires qui viennent en appui à l'APSS.

Cependant, comme il s'agit d'un domaine nouveau pour cette organisation, cette dernière doit développer des compétences pour le maîtriser. Ces compétences sont de deux ordres : capacités d'analyse des systèmes d'exploitation des éleveurs, capacités à apporter les appuis/conseils appropriés aux familles pour la transformation de leur exploitation. Ceci suppose d'abord de bien connaître les caractéristiques actuelles des exploitations familiales "réelles" en zones soudano-sahéliennes, ensuite de comprendre leur fonctionnement, leur "logique" économique et sociale.

La méthode des **bilans simplifiés d'exploitations familiales**, qui a déjà fait ses preuves depuis plus de dix ans – mais jusqu'à présent essentiellement en milieu paysan –, paraissait particulièrement appropriée pour progresser dans ce sens. Elle permet en effet à partir de l'analyse d'une campagne, de *produire avec l'ensemble de la famille* des informations quantitatives et qualitative très diversifiées qui, lorsqu'elles sont recoupées avec celles produites par avec d'autres familles, renseignent en peu de temps sur les principales caractéristiques et tendances relatives à l'agriculture ou à l'élevage familial. Elle permet également de restituer sur le champ à la famille les résultats de sa campagne et de poser avec elle un diagnostic sur son exploitation qui ouvre la voie à l'appui conseil.

La meilleure école pour, à travers la familiarisation avec cette méthode, développer des compétences en analyse et en appui/conseil auprès des familles d'éleveurs est celle de la pratique. C'est la raison pour laquelle l'APSS a choisi d'investir sur la réalisation d'une série de bilans simplifiés d'exploitations familiales en mobilisant pendant un mois plusieurs de ses leaders et les principales ressources de son staff technique.

Les études de cas réalisées de cette façon par une équipe de 14 personnes dans 4 régions du Burkina Faso et du Niger en février 2013 sont présentées avec celles qui avaient été réalisées antérieurement en Afrique Centrale dans un document d'étape intitulé "**34 études de cas d'exploitations familiales d'éleveurs – premières analyses tests d'exploitations familiales au Burkina Faso, Niger, Tchad, Nigeria et Cameroun**" (mars 2013, 87 pages) dont la présente synthèse d'étape propose une lecture transversale.

- **Quelques repères pour cerner la spécificité et les différentes dimensions de ce que l'on appelle une "exploitation familiale"**

Le concept "d'exploitation familiale" n'est pas nouveau, mais il a été longtemps oublié au profit de ceux "*d'exploitation agricole*", ou "*d'entreprise agricole*". Ce sont des leaders paysans qui l'ont à nouveau réutilisés à la fin des années 1990 pour défendre une vision de l'unité socio-économique de base dans le monde rural africain plus proche des réalités que celle qu'en ont les techniciens.

En effet, pour le technicien, l'exploitation c'est d'abord "**pour vendre**". Elle doit être bien insérée au marché, productive, compétitive, rentable : elle doit rapporter de l'argent et permettre de

---

<sup>1</sup> Voir "*Pour un élevage familial moderne de vie*", document d'orientation stratégique de l'APSS, août 2011 (117 pages) La stratégie d'APSS privilégiait auparavant l'action à travers des individus "moteurs".

<sup>2</sup> "*Mieux connaître et comprendre le vécu actuel des éleveurs sur le pôle Centre-Est de l'Afrique soudano-sahélienne*", mars 2010 (114 pages)

faire des profits. Le paysan ou l'éleveur ne regardent pas leur exploitation avec les mêmes yeux. Pour eux, cette exploitation, c'est d'abord "**pour vivre**". Elle doit apporter à la famille une sécurité (alimentaire, sociale), assurer sa dignité, lui apporter le bien être, permettre de transmettre aux enfants les "vraies richesses" (*jawdi men* pour les éleveurs : les animaux, les connaissances, les valeurs, une culture), et donc de les entretenir et les renouveler.

Au fil des observations et des recherches conduites depuis plus de dix ans sur les exploitations familiales de leurs membres par les organisations paysannes ouest-africaines, notamment dans le cadre du ROPPA, il est apparu que la vie de la famille rurale africaine à travers son exploitation familiale dépend de cinq dimensions principales :

- Les apports de la production primaire de ses **champs et de son cheptel**. Ils sont pris en considération dans toutes les études agro-économiques : il n'y a pas ici d'innovation.
- Ceux provenant de sources **extra agropastorales**: activités para ou extra agro-pastorales, solidarité familiale, revenus des exodants ou des émigrés, crédit. Ces apports ne sont généralement pas pris en considération dans les enquêtes classiques alors que dans certains cas ils peuvent être quantitativement plus importants pour la famille que les revenus de ses champs et de son cheptel. L'un des apports déterminants des recherches paysannes a été de mettre en évidence leur importance et les conséquences que cela a pour le financement des exploitations familiales. Ceci a notamment permis de montrer que la viabilité et le développement des exploitations ne dépend pas que d'aspects techniques ou de l'organisation des filières, mais du développement d'un tissu économique global à l'échelle locale et régionale permettant de diversifier et rentabiliser ces activités.
- L'orientation et l'équilibre de la **consommation familiale** : c'est également une dimension qui n'est généralement pas prise en compte dans les enquêtes conventionnelles alors que l'observation des comportements familiaux montre que sa maîtrise, dans laquelle les femmes jouent un rôle essentiel, permet à la famille de garantir sa sécurité ou au contraire la fait basculer dans l'endettement.
- De l'état et du renouvellement de son **capital physique productif** (terres et ressources naturelles, cheptel, équipement, capital financier). Cette dimension est généralement prise en considération dans les enquêtes classiques. Les recherches paysannes tendent à montrer que la question de l'accès à l'espace (de plus en plus réduit pour les éleveurs), la question de la sécurité foncière et celle de la fertilité deviennent de plus en plus critiques. On verra à travers les études de cas réalisées par l'APSS que celle de la santé animale peut fortement affecter le capital bétail des exploitations familiales.
- De la consistance du **capital social** de l'exploitation familiale. Cette dimension est par contre ignorée dans les approches conventionnelles, or c'est elle qui détermine la capacité de l'exploitation à se reproduire et à se transmettre de génération en génération. Ce capital social, dont l'importance justifie l'attachement à la notion "d'exploitation familiale", comprend la qualité et l'organisation des ressources humaines de l'exploitation (la force de travail, la cohésion familiale, ses communications internes, notamment entre hommes et femmes et inter-générationnelles, la répartition des rôles et des responsabilités), les connaissances et les valeurs détenues, produites et transmises au sein de la famille, le réseau de relations familiales, la capacité de gestion économique et sociale de l'exploitation, la capacité de l'exploitation à élaborer des stratégies et à se projeter dans l'avenir.

## De quoi dépend la vie de la famille ?



### • Les 13 premières tendances mises à jour par les recherches de l'APESS

Les études d'exploitations familiales réalisées par l'APESS en 2010 et 2013 portent essentiellement sur des exploitations en zone soudanienne. Elles ont permis de mettre à jour la façon dont ces différentes dimensions s'actualisent dans des exploitations familiales d'éleveurs et de dégager des tendances, qui devront être vérifiées et complétées à travers les études ultérieures, notamment en zones sahéliennes :

- *de façon globale :*
  - 1) La contribution des exploitations familiales visitées à la richesse nationale est significative
  - 2) Les exploitations familiales analysées ne réussissent cependant pas toutes à vivre de leur élevage et de leur agriculture
- *En rapport avec les orientations de la production primaire des exploitations d'éleveurs :*
  - 3) La majorité des exploitations familiales donne la priorité à l'élevage, mais ce n'est pas le cas de toutes ; la plupart orientent leur production végétale vers l'autoconsommation
  - 4) Les exploitations familiales qui privilégient l'élevage l'orientent de différentes façons et donnent une importance différente à la production laitière
  - 5) L'insertion au marché des exploitations familiales d'éleveurs se fait principalement à travers l'élevage
  - 6) La question des charges concerne tant la production végétale qu'animale
- *En rapport avec la dimension non agro-pastorale des exploitations familiales d'éleveurs :*
  - 7) Le recours à des activités parallèles est une nécessité pour la majorité des exploitations étudiées
  - 8) Les membres des exploitations familiales exercent une large gamme d'activités extra-agro-pastorales
- *En rapport avec la consommation familiale des éleveurs :*
  - 9) Ces exploitations familiales maîtrisent encore assez bien leurs modèles de consommation, mais certaines dépenses peuvent faire exploser leur budget
  - 10) La consommation est une dimension sensible dans la gestion de l'exploitation familiale
- *En rapport avec le capital physique des exploitations familiales d'éleveurs :*
  - 11) Le cheptel, l'espace et le foncier, les ressources naturelles, l'équipement et les finances sont des éléments critiques dans le capital des exploitations familiales
- *En rapport avec le capital social des exploitations familiales d'éleveurs :*
  - 12) l'importance des statuts et des rôles dans la famille
  - 13) la cohésion familiale, la transmission des connaissances et des valeurs, les alliances, et la reprise de l'exploitation conditionnent sa reproduction.



# I. Les bilans permettent de savoir dans quelle mesure les familles d'éleveurs étudiées peuvent vivre de leur production primaire



## 1. La contribution des exploitations familiales visitées à la richesse nationale est significative

Les 23 exploitations familiales étudiées en Afrique de l'Ouest ont apporté à elles seules en une campagne estimée comme très moyenne (2010/2011) une valeur de **plus de 100 millions de FCFA** à la richesse de leurs pays, soit en moyenne 4,6 millions de FCFA par exploitation familiale.

Les 11 exploitations familiales étudiées en Afrique Centrale ont apporté sur la campagne précédente (2009/2010) une valeur de **plus de 70 millions de FCFA** à la richesse de leurs pays, soit en moyenne 6,5 millions par exploitation familiale<sup>3</sup>.

*Contribution des exploitations familiales étudiées à la richessenationale*

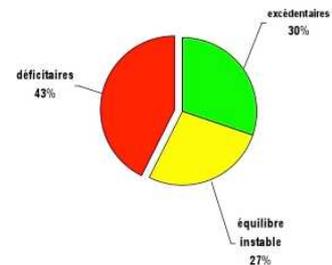
	ensemble	moyenne /EF
Burkina (15 EF)	65.854.180 F	4,39 millions
Niger(8 EF)	41.328.250 F	5,16 millions
Tchad(5 EF)	34.213.550 F	6,84 millions
Cameroun(5 EF)	33.812.300 F	6,76 millions
Nigeria(1 EF)	3.193.408 F	3,19 millions
total(34 EF) :	178.401.688 F	5,24 millions

## 2. Les exploitations familiales analysées ne réussissent cependant pas toutes à vivre de leur élevage et de leur agriculture

### • Les premiers constats :

L'indicateur utilisé dans ces études pour apprécier les performances agropastorales globales de l'exploitation est le **taux de couverture des dépenses familiales de consommation de base par les apports de la production primaire** qui s'exprime en nombre de mois et de jours pendant lesquels la famille peut couvrir ses dépenses de bases à partir des apports de sa production végétale et animale pendant une campagne. Il s'agit d'un indicateur très parlant pour la famille dans lequel elle se reconnaît aisément et à partir duquel elle peut expliquer sa stratégie.

- On constate que **30%** des exploitations étudiées ont un **taux de couverture supérieur à 13 mois/an** et sont donc **excédentaires** à partir de leur seule production primaire.
- **27%** ont un taux qui se situe **entre 11 et 13 mois/an**. Elles sont en **équilibre précaire** : en effet elles ont à faire face à d'autres dépenses de consommation que celles prises en considération dans l'enquête<sup>4</sup>. Dans ces situations, les familles doivent nécessairement compléter leurs revenus par d'autres apports.
- Enfin **43%** de ces exploitations familiales ont un taux de couverture **inférieur à 11 mois**. Elles sont donc **déficitaires** du point de vue de leur production primaire et doivent elles aussi recourir à d'autres apports. Souvent, elles s'endettent pour faire face à leurs besoins.



<sup>3</sup> Ces contributions sont estimées à partir du calcul de la valeur brute de la production primaire des exploitations (ventes, dons et autoconsommation). Elles n'incluent pas la valeur produite à partir des activités extra agropastorales des exploitations familiales, qui n'ont pas été systématiquement valorisées dans ces études.

<sup>4</sup> Les seules dépenses prises en considération sont les dépenses alimentaires, les dépenses de santé, et certaines dépenses en énergie (c'est à dire les dépenses qui permettent de reconstituer la force de travail). Les dépenses d'habillement, les dépenses liées à l'habitat ou encore les frais de scolarisation des enfants ne sont volontairement pas renseignés d'une part pour alléger les calculs et permettre de les faire sur le champ avec la famille, mais surtout pour provoquer une discussion avec la famille, qui est très consciente de ce que toutes les dépenses n'ont pas été prises en considération, et au cours de laquelle elle livre souvent des informations auxquelles un questionnaire directifs ne donnerait pas accès.

- **Leur interprétation :**

En première analyse ces performances ne sont pas liées au volume de la production (les exploitations familiales les plus performantes ont souvent un chiffre d'affaire moyen alors que de grosses exploitations ont souvent des performances moyennes), ni au type d'élevage pratiqué ("moderne" ou "traditionnel" : les exploitations les plus "traditionnelles" de la Kompienga ont parmi les meilleures performances).

Elles paraissent avoir plutôt un rapport avec :

- Les conditions écologiques (Niger) et l'accès aux ressources (Sud Burkina)
- La taille de la famille et l'âge du chef de famille
- Le capital de l'exploitation (cheptel, terres)
- La sécurité dont jouit l'exploitation familiale
- La pertinence de la stratégie familiale
- L'entente dans la famille.

*L'accès au marché apparaît a priori comme un facteur favorable : la plupart des exploitations familiales à faibles performance ont une faible insertion au marché(EF10, EF18, EF21, EF22<sup>5</sup>), alors que la plupart des exploitations familiales performante ont une bonne insertion au marché(EF4, EF6, EF17, EF20). On constate également que la proximité d'un marché urbain stimule souvent la production laitière(EF10, EF12 etc.). Cependant on observe également que des exploitations peu performantes ont une bonne insertion au marché, alors que certaines exploitations performantes ont une faible insertion au marché (EF2, EF3, EF15...). En outre, la dépendance au marché des familles du point de vue de leur consommation les rend plus vulnérables (moins sécurité alimentaire, mauvais contrôle de certaines dépenses). Le rapport au marché paraît donc constituer un facteur ambivalent.*

---

<sup>5</sup> Ces codes renvoient aux bilans présentés dans le document d'étape "34 études de cas d'exploitations d'éleveurs"



## II. Les bilans permettent de mieux savoir comment ces familles gèrent les apports de leurs animaux et ceux de leur production végétale : leur production, leur répartition, leur affectation



### 3. La majorité des exploitations familiales d'éleveurs donne la priorité à l'élevage, mais ce n'est pas le cas de toutes; la plupart orientent leur production végétale vers l'autoconsommation

#### • Les constats

Trois situations se rencontrent. Dans les deux premières, l'élevage – dans des proportions variables – est, comme on peut s'y attendre dans des exploitations d'éleveurs, l'activité dominante. Mais dans la troisième, l'agriculture prend le pas sur l'élevage.

On voit cependant ici que dans la majorité des cas (71%), **l'élevage "tire" l'exploitation**. Il fournit plus de 80% des apports dans près de la moitié des exploitations familiales, et entre 50% et 79%

dans près du quart des exploitations. Cependant, dans près du tiers des exploitations de membres d'APESS étudiées, **l'agriculture domine**.

L'échantillon d'étude n'est pas suffisant pour déterminer si ces répartitions reflètent des tendances zonales ou l'implantation d'APESS (notamment dans le cas du Torodi au Niger), mais ces données indiquent

qu'il y a bien pluralité de situations, et qu'il faut chercher à comprendre la signification de la part de la production végétale dans ces exploitations d'éleveurs pour en tenir compte.

	KOMPIENGA	BANFORA	TCHAD	KOLO	CAMEROUN	TORODI
Forte priorité élevage (> 80%)	87% des EF	57% des EF	40% des EF	25% des EF	33% des EF	0% des EF
Priorité élevage, avec agri. (> 51%)	13% des EF	43% des EF	40% des EF	25% des EF	16% des EF	0% des EF
Dominante agricole (élevage < 50%)	0% des EF	0% des EF	20% des EF	50% des EF	50% des EF	100% des EF



#### • Trois observations concernant la production végétale dans les exploitations d'éleveurs

##### ➔ Des choix qui reflètent le statut des exploitations familiales et leur rapport à l'espace

Quand la part de l'agriculture dans l'exploitation est inférieure à 20%, on est généralement chez des **pasteurs** qui consomment intégralement leur production agricole et y apportent peu de soins (souvent ils ont un faible équipement agricole). Ils disposent de peu de terres. On les trouve ici au Sud Burkina (mais ils viennent du Nord)

Les exploitations familiales qui équilibrent agriculture et élevage tout en donnant la priorité à l'élevage sont celles d'**agropasteurs** qui disposent de terres. Ils peuvent commercialiser une partie de leur production agricole.

Les exploitations familiales étudiées au Niger (notamment dans le Torodi) et autour du Lac Tchad sont en majorité celles d'**agro-éleveurs** (agriculteurs d'origine, souvent *rimaybé*) qui ont des terres et pour qui l'élevage est une activité d'appoint.

On observe enfin que certains éleveurs d'origine évoluent vers une forme d'agro-élevage (notamment en zone cotonnières au Cameroun).

##### ➔ La production végétale est, dans ces exploitations d'éleveurs, essentiellement vouée à l'auto-consommation

Dans la majorité des cas, la production végétale n'est pas commercialisée, mais orientée vers la consommation familiale pour assurer sa sécurité alimentaire et éviter de devoir vendre des animaux pour se nourrir ("*l'agriculture protège l'élevage*").

Cependant certaines exploitations familiales commercialisent une partie de leur production végétale. On relève ainsi que :

- Certains éleveurs s'adonnent à la culture du **coton**, mais on en a rencontré un seul cas dans les zones cotonnières de l'Ouest et de l'Est Burkina (plusieurs ont fait part de leurs réticences vis à vis de cette culture, notamment du fait des conséquences de l'utilisation des produits de traitement sur la santé de leurs animaux).
- Dans le Torodi et certaines exploitations familiales du Lac Tchad (EFAC1 et 2) le **maraîchage** (et parfois l'arboriculture) sont très développés.
- On relève le cas intéressant d'une exploitation du NW Cameroun (EFA10) où la production et la vente de **semences fourragère** constitue l'apport principal à l'exploitation.
- On relève enfin la valeur importante apportée par la **cueillette** (par les femmes) dans les exploitations à dominante élevage du Sud Burkina (notamment noix de karité et leur transformation en beurre) dont les produits sont en partie vendus.

➔ **Une sous valorisation de l'association agriculture/élevage**

On peut ici relever que dans plusieurs cas (Banfora, Kompienga), les rendements agricoles sont très faibles et que des EF qui disposent de troupeaux ne fertilisent pas leurs terres avec leurs animaux. Il y a donc dans ces cas **absence d'intégration de l'agriculture et de l'élevage**. Les raisons sont à analyser au cas par cas. Bien souvent ceci est lié à des raisons structurelles (taille et dispersion des champs), ou à la synchronisation des calendriers agricoles et de transhumance.

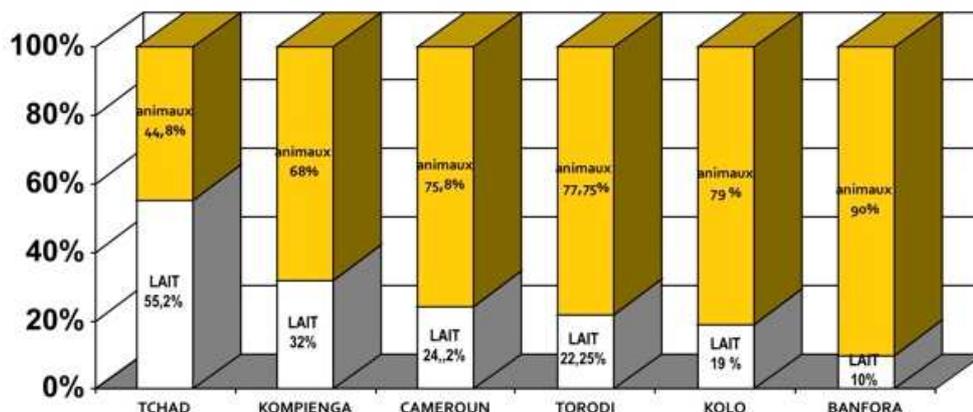
**4. Les exploitations familiales qui privilégient l'élevage l'orientent de différentes façons et donnent une importance différente à la production laitière**

• **Une importance donnée à la production laitière très variable selon les régions et les exploitations**

On sait l'importance donnée traditionnellement par les éleveurs soudano-sahéliens à la production laitière à laquelle de nombreuses valeurs sont attachées alors que la vente d'animaux sur pieds était l'exception. L'un des apports des études réalisées a été de permettre de constater que, pour des raisons qu'il a été possible d'analyser, ces comportements évoluent fortement et varient d'une région à l'autre.

**proportion des apports du lait dans la production animale des EF**

Les écarts

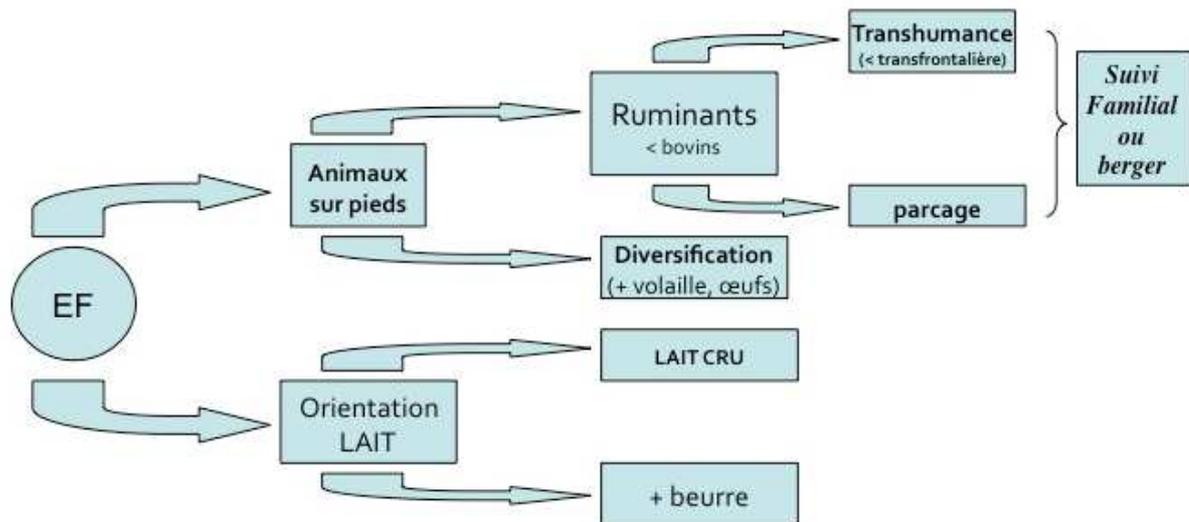


peuvent être importants entre les orientations laitières des exploitations familiales au sein de la même région. Cependant on constate qu'aux extrêmes 80% des exploitations tchadiennes ont

plus de la moitié des apports de leur production animale qui proviennent du lait, alors que dans la totalité des exploitations visitées dans la région de Banfora au Burkina Faso les apports du lait représentent moins de 20% des apports de leur production animale.

- **Un vaste éventail de stratégies du point de vue de la composition et de la conduite du cheptel**

Selon l'orientation laitière ou non laitière de l'exploitation, les stratégies de conduites de l'élevage sont très diversifiées selon les régions, mais également selon les familles dans une même région. Les possibilités de choix repérées sont les suivantes :



- Du point de vue de l'élevage des **animaux sur pied**, qui dans 68% des exploitations analysées constitue le mode de valorisation dominant (56% des cas) ou exclusif (12% des cas) de la production animale<sup>6</sup>, la première option est entre :
  - une **spécialisation dans les ruminants** : généralement dans les *bovins* – de race locale ou plus souvent métissée ; aucune des exploitations visitées n'a déclaré pratiquer l'insémination, par contre certaines exploitations pratiquent une *sélection rigoureuse* en appliquant des critères traditionnels; à la différence de ce que l'on trouvera en zone sahélienne, sauf dans quelques exploitations du Niger, les *petits ruminants* ont une importance marginale dans le cheptel et sont souvent élevés par les femmes ou les enfants.
  - et une **diversification**. On relève ici l'importance dans certaines exploitations de savane des apports de la volaille (poulets, pintades – notamment pour les œufs, particulièrement dans la région de Banfora et dans le Torodi)<sup>7</sup>.
- Dans le cas de l'élevage des **ruminants**, le troupeau est de taille variable (de 20 à plusieurs centaines de têtes) et le plus souvent décomposé en plusieurs troupeaux : un noyau de laitières reste au campement tandis que un ou plusieurs grands troupeaux partent en transhumance. Plusieurs options en matière de conduite des troupeaux se présentent :

<sup>6</sup> Part des apports du lait inférieure à 30% dans la totalité des EF de la région de Banfora, dans les EF 8, 11, 13, 14 et 15 dans la région de le Kompienga, dans les EF 20, 21 et 23 de la région de Kolo au Niger, dans l'EFAC 8 au Nigeria, et dans les EFAC 10 et 11 au Cameroun. Absence totale d'apports du lait dans les EF16 et 17 dans le Torodi, dans l'EFAC5 au Tchad et dans l'EFAC6 au Cameroun.

<sup>7</sup> 5% des apports de la production animale dans l'EF 5, 6% dans l'EF6, 8% dans l'EF23, 12% dans l'EF4 et l'EF16, 15% dans l'EF 18, 16% dans l'EF19, 19% dans l'EF7. Les apports de la volaille n'ont pas été systématiquement approchés dans les enquêtes conduites en Afrique centrale.

- La **transhumance** s'impose dans la plupart des exploitations visitées pour accéder aux pâturages en saison sèche (elle explique en partie les très lourdes charges de téléphone constatées dans les familles). Elle est transfrontalière dans plusieurs régions (Banfora vers la Côte d'Ivoire, Kompienga vers le Togo et le Ghana, Niger vers le Burkina et le Bénin, lac Tchad vers le Niger) et peut être à très longue distance (parfois plus de 600 kms). Il arrive qu'une partie du troupeau reste à demeure dans un autre pays et que les animaux ne soient rapatriés que pour être vendus, si les conditions du marché sont meilleures dans le terroir d'attache. Plus le départ en transhumance est précoce, plus le troupeau a des chances de trouver les meilleurs pâturages<sup>8</sup>.  
La *transhumance d'hivernage* n'est pas systématique. Il s'agit alors d'un éloignement à moyenne distance des troupeaux pour éviter les dégâts sur les cultures.
- Les animaux qui restent au campement sont soit **parqués** (zone de Banfora – paiement d'une taxe aux services des eaux et forêts pour le bois utilisé), soit surveillés par un enfant ou un gardien. Une minorité d'exploitations visitées a totalement abandonné la transhumance et pratique une mobilité réduite avec retour des animaux au campement le soir. On a rencontré un cas de stabulation complète (EF4, avec apport d'un projet), et un cas de ranching contrôlé dans l'Adamaoua (EFAC 9).

Une option importante afférant la conduite des troupeaux concerne le **mode de gardiennage**. Dans la majorité des cas (64%), la famille emploie un ou plusieurs bergers qu'elle rémunère en nature (animaux, lait) et/ou en espèce. Ses charges de production sont alors alourdies et la conduite du troupeau peut dans certains cas en souffrir (vols). Cependant dans un nombre significatif de familles (36%)<sup>9</sup> la conduite des animaux est confiée à des membres de la famille. Le gardiennage de proximité est souvent confié à des enfants, ce qui peut entrer en concurrence avec leur scolarisation (mais pas nécessairement).

Une autre option concerne l'**alimentation des animaux**. On constate que pour les exploitations étudiées l'achat de sous-produits agro-industriels (tourteau ou graines de coton, farines) reste exceptionnel (11% des cas) : on le rencontre dans certaines exploitations péri-urbaines ou dans celles qui pratiquent l'embouche. Pour le reste, l'essentiel de l'alimentation est assurée par les pâturages (notamment en transhumance) et l'utilisation d'herbe coupée ou de résidus de récoltes qui sont dans la plupart des cas stockés sur les toits de hangars, dans de mauvaises conditions. La protection des fourrages dans des hangars à l'abri du soleil reste exceptionnelle. L'eau est encore rarement payante dans les cas étudiés. Quelques exploitations familiales ont commencé à faire des cultures fourragères.

Le **croît des troupeaux** est globalement positif (dans 83% des cas pour les bovins, 84% pour le caprins, 73% pour les ovins), et les vêlages à intervalle annuel sont fréquents, ce qui dénote le bon "professionnalisme" de ces éleveurs en matière d'élevage (qui contraste avec les performances souvent faibles de leur agriculture, dans plusieurs cas déficitaire du fait des bas rendements obtenus et/ou de l'importance des charges de production). Cependant, les problèmes de santé animale sont fréquents (notamment chez les ovins). Cette morbidité, qui peut en partie s'expliquer par les difficultés d'adaptation des races sahéliennes aux conditions des zones plus humides, s'est brutalement accrue ces dernières années. Plusieurs éleveurs l'attribuent à l'utilisation de nouveaux produits de traitement des cultures, notamment du coton. Les dépenses de santé animale sont dans certains cas très élevées (elles viennent au premier rang des charges de production animale dans près du quart des exploitations visitées). Les vaccinations ne paraissent pas toujours régulières (notamment en transhumance); l'achat de médicaments d'origine non contrôlée est fréquente.

L'**embouche**, sur laquelle on reviendra, reste rare.

<sup>8</sup> Les départs se font la plupart du temps avant la période légale (mi-janvier au Burkina, mais les transhumances commencent en décembre, et parfois fin novembre dans la zone de Banfora et de la Kompienga).

<sup>9</sup> EF5, 7, 10, 14, 16, 17, 19, 21, 22, EFAC1, 4, 7.

- **L'orientation laitière** de l'élevage est affirmée lorsqu'il y a un débouché (proximité d'un marché) et que les conditions de maintien d'un noyau laitier conséquent au campement le permettent (disponibilité foncière et non concurrence sur l'espace avec l'agriculture : l'absence de ce dernier facteur explique par exemple la faible orientation laitière des exploitations de la région de Banfora). Dans ce cas, la priorité est donnée dans la majorité des exploitations visitées à la production le **lait cru**. La transformation du lait en **beurre** n'est signalée que dans 22% des exploitations, et dans un seul cas ce beurre est commercialisé (EF11). La vente du lait à des **mini-laiteries** est signalée dans la région de Banfora et dans l'Adamaoua.
- **Première observation : la mobilité continue d'être un trait dominant de l'élevage soudano-sahélien**

Cette mobilité s'observe sur deux échelles de temps :

    - **Mobilité dans la courte durée** : c'est celle, annuelle, de la longue transhumance de saison sèche et des déplacements sur plus courte distance d'hivernage qui, comme on l'a vu, restent des pratiques dominantes dans les exploitations familiales étudiées.
    - **Mobilité dans la longue durée** : la reconstitution sur plus d'un demi-siècle d'histoires familiales dans la région de Banfora et la Kompiengamontre que toutes celles qui sont descendues en zone de savane ont longuement pérégriné d'un terroir d'attache à l'autre en descendant du Nord vers le Sud, et peuvent continuer de le faire en "*suivant leurs animaux*" tant qu'elles n'auront pas trouvé des conditions favorables pour se fixer. Certains souhaiteraient cependant s'arrêter (voir notamment EF5, 7, 14, 15<sup>10</sup>).
  - **Deuxième observation : trois facteurs paraissent expliquer l'orientation que prend l'exploitation familiale**
    - Le premier facteur, tout à fait déterminant dans l'option que les familles prendront pour le **pastoralisme** ou l'**agro-pastoralisme**, est l'**accès aux RESSOURCES**, qu'il s'agisse de l'accès à **l'espace** (sa faible disponibilité et l'absence de sécurité foncière expliquent l'orientation vers le pastoralisme des éleveurs de Banfora et de la Kompienga qui ne trouvent pas sur place d'espaces suffisantes pour cultiver et élever), ou de la disponibilité de **ressources de qualité** (faible fertilité au Niger ; attrait des pâturages de Côte d'Ivoire ou du Togo, malgré les nombreuses contraintes et tracasseries rencontrées, pour les éleveurs du Sud Burkina).
    - Le second facteur est la **CULTURE d'appartenance de la famille** (ses valeurs, ses connaissances). Ainsi les "agro-éleveurs" du Torodion ont des comportements très différents par rapport aux éleveurs de tradition, par exemple dans la composition des troupeaux. Même chez les éleveurs de tradition, les comportements sont différents selon leur groupe d'origine (par exemple dans la Kompienga, les femmes djelgoobé ne cultivent pas).
    - Le troisième facteur est l'**éloignement/proximité des villes** et l'**accès au MARCHÉ** qui influencent fortement l'orientation "*commercialisation du lait*" ou l'option "*élevage spéculatif*" dont il va maintenant être question à propos du rapport des exploitations familiales au marché.

---

<sup>10</sup> L'étude réalisée en Afrique centrale en 2010 permettait également, à travers la reconstitution d'histoires de communautés d'éleveurs, de saisir comment se faisait le passage du pastoralisme nomade à l'agropastoralisme sédentaire et ses conséquences dans la transformation des modes de vie des éleveurs. ("*Mieux connaître et comprendre le vécu actuel des éleveurs sur le pôle Centre-Est de l'Afrique soudano-sahélienne*", mars 2010).

## 5. L'insertion au marché des exploitations familiales d'éleveurs se fait principalement à travers l'élevage

### • Une insertion au marché significative

On a vu que la production végétale des exploitations étudiée était essentiellement utilisée pour assurer la consommation familiale. **La principale source de revenu monétaire de ces exploitations est** (avec les apports non agro-pastoraux) **l'élevage**, à travers lequel ces exploitations s'insèrent au marché.

**Cette insertion au marché est significative** (59,5% pour l'ensemble des EF étudiées). Elle est variable selon les exploitations (de 16% dans un cas au Cameroun – EFAC7, à 94% dans un cas au Tchad – EFAC5 : on peut alors parler d'intégration au marché<sup>11</sup>).

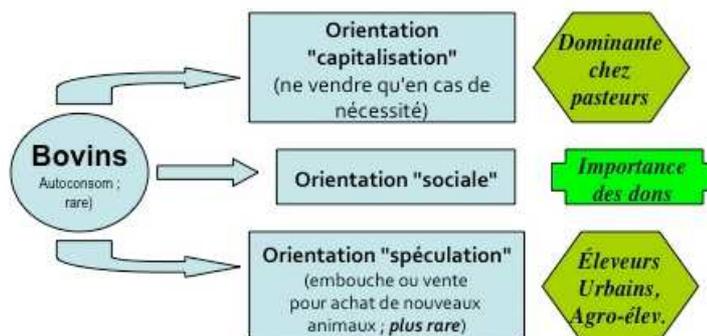
	TCHAD	CAMEROUN	BANFORA	KOMPIENGA	TORODI	KOLO
Insertion au marché	69%	67%	60%	60%	55%	46%

### • Les principales orientations prises par les exploitations familiales par rapport à la commercialisation des produits de l'élevage

Les études réalisées permettent d'affiner la compréhension des motivations et des comportements des familles d'éleveurs par rapport au marché. Ils s'analysent de façon différente selon les produits.

#### ➔ Trois orientations sont possibles en ce qui concerne les bovins

Le bovin, et plus particulièrement la vache (*nagge*), a dans la culture des éleveurs traditionnels soudano-sahéliens un statut fortement valorisé qui en fait la richesse par excellence de l'éleveur. Il est exceptionnel qu'il consomme sa viande. Elle n'est traditionnellement pas considérée comme un bien marchand. On va retrouver l'influence de ces représentations culturelles de la vache dans l'orientation des comportements des éleveurs dont les exploitations familiales ont été étudiées :



- L'orientation dominante chez les *pasteurs* est de ne  **vendre des bovins qu'en cas de nécessité**. Le troupeau est une sorte de "grenier" que l'on cherche toujours à approvisionner (tendance à augmenter la taille du troupeau) mais dans lequel on ne puise que lorsqu'un besoin monétaire pressant se fait sentir. On peut parler ici d'une "**orientation capitalisation**". L'analyse avec les familles de leurs prélèvements sur les troupeaux au cours d'une campagne est de ce point de vue très instructive : ils n'obéissent nullement à une logique commerciale et les ventes se font indifféremment à des périodes où les cours sont favorables ou défavorables pour faire face à des achats

<sup>11</sup> On peut observer que dans ce cas il ne s'agit pourtant pas d'une exploitation proche d'une ville.

de céréales quand la production végétales ne permet pas de couvrir les besoins familiaux, à une importante dépense de santé ou à tout autre événement intervenant dans la vie de la famille. L'expression "*l'agriculture protège l'élevage*" trouve ici tout son sens : une production vivrière suffisante évite des prélèvements qui ne sont pas faits de gaité de cœur.

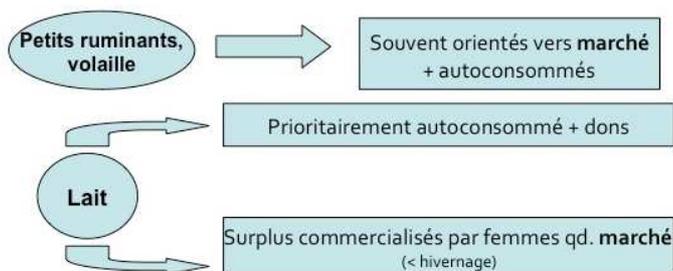
- L'élevage de bovins pour la vente est plus rare dans les exploitations étudiées. On le trouve principalement dans le cas de l'**embouche** – mais il est significatif de constater que les exploitations qui la pratiquent ne la considèrent pas comme une véritable activité d'élevage, mais comme une activité commerciale, surtout lorsqu'ils achètent des sujets pour la pratiquer : de ce fait les apports de l'embouche sont très rarement comptabilisés par les familles dans ces bilans parmi les apports de l'élevage, mais évoqués comme apports d'activité complémentaire (au même titre que le commerce de bétail).

Dans une exploitation familiale (EF10, Komienga) la gestion du troupeau se fait de façon spéculative en **achetant et revendant des mères** en fonction de leur fécondité, mais l'éleveur ne contrôle plus la filiation de son troupeau et le déplore ("*mes veaux sont orphelins*").

Dans ces cas, on parlera d'une "**orientation spéculation**" en notant qu'elle est surtout le fait d'*agro-éleveurs* et d'*éleveurs péri-urbains*.

- Enfin ces études révèlent l'importance d'une troisième orientation que l'on peut appeler "**orientation sociale**" et qui se manifeste par l'importance des **prêts** et des **dons** de vaches, soit dans le cadre de la zakât, soit dans celui de la tradition du don de la "vache de l'amitié", *hab'b'banaye - naganayé*. On les retrouve dans la totalité des exploitations de la région de Banfora, dans 7 exploitations sur 8 dans le Komienga. Par contre on ne le retrouve pas dans les exploitations d'agro-éleveurs du Niger, mais seulement dans une exploitation d'agro-pasteur<sup>12</sup>.

### ➔ Une orientation de marché beaucoup plus marquée en ce qui concerne les petits ruminants la volaille et le lait



Il s'agit de produits sur lesquels il n'y a pas d'interdits et qui sont généralement consommés par la famille (sauf dans certains cas pour les œufs de pintade, alors intégralement commercialisés). Le principe est ici de satisfaire en premier lieu les besoins familiaux et de commercialiser les surplus.

On notera qu'il s'agit de productions généralement réservées aux **femmes** qui ont ainsi à travers leur commercialisation des revenus monétaires propres dont elles ont la libre disposition.

<sup>12</sup> Cette dimension n'a pas été explorée dans les études réalisées en Afrique Centrale

## 6. Les charges de production peuvent peser tant sur la production végétale que sur la production animale

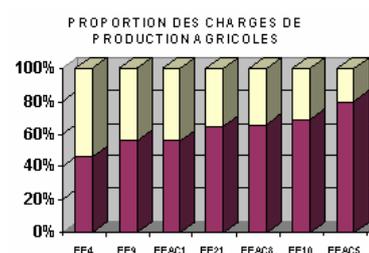
Les charges de production sont en moyenne assez modérées dans les exploitations étudiées (26% de charges par rapport à la valeur brute de la production pour l'ensemble des exploitations). Cependant, pour certaines exploitations elles sont excessivement élevées et limitent leurs performances.

	NIGER	KOMPIENGA	BANFORA	TCHAD	CAMEROUN
CHARGES DE PRODUCTION	17%	21%	29%	32%	32%

### • Des charges de production agricoles très élevées dans 18% des exploitations étudiées

On atteint 46% de charges agricoles dans l'EF4, 56% dans l'EF9 et l'EFAC1, 65% dans l'EF21, 66% dans l'EFAC8, 69% dans l'EF10, 80% dans l'EFAC5. Pour toutes ces exploitations familiales, la production agricole n'est pas rentable et est fortement déficitaire.

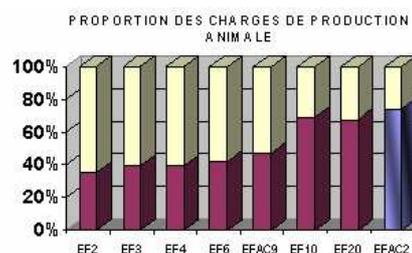
Les charges agricoles qui pèsent sont principalement les achats **d'intrants** (engrais, produits de traitement<sup>13</sup>) et la rémunération de la **main d'œuvre** extra-familiale.



### • Des charges d'élevage relativement élevées ou excessives pour 20% des exploitations

En règle générale, dans les exploitations familiales soudano-sahéliennes les charges de production sont moins lourdes pour l'élevage que pour l'agriculture. Elles sont cependant relativement élevées ou excessives dans 20% des exploitations étudiées (EF2 : 35%, EF3 et EF4 : 39%, EF6 : 42%, EFA9 : 47%, EF20 : 68%<sup>14</sup>).

Les charges de production animale qui pèsent le plus sont ici les frais de **berger**, l'achat d'**aliment de bétail** pour les exploitations qui y ont recours, et les **frais de santé animale**. Dans certaines exploitations, les frais causés par les *dégâts aux cultures*, et les divers prélèvements d'agents de l'Etat (notamment en cas de transhumances transfrontalières) pèsent également, mais dans une moindre mesure.



### • Plusieurs voies peuvent être suivies pour alléger ces charges

La première, qui peut permettre d'agir sur les frais d'intrants agricoles et sur les frais d'alimentation du bétail nécessite une **modification du système de production** permettant une véritable *intégration de l'agriculture et de l'élevage* (bénéfice de la fumure organique) et un *développement de l'affouragement* à travers le stockage du foin et les cultures fourragères. Elle peut cependant se heurter à des contraintes foncières.

La seconde porte sur une meilleure **organisation du travail familial** qui peut alléger les charges de main d'œuvre extérieure. Elle doit être compatible cependant avec l'intérêt des enfants et leur scolarisation.

La troisième, qui relève de l'action de l'organisation des éleveurs, consiste à obtenir des **politiques publiques de soutien à la production** (c'est de cette façon que la révolution agricole et la révolution fourragère ont été possibles en Europe).

<sup>13</sup> sauf dans les exploitations maraîchères du Niger et du Tchad, il n'y a pas de culture irriguée, et donc pas de frais de moto-pompes, qui grèveraient encore plus lourdement les charges.

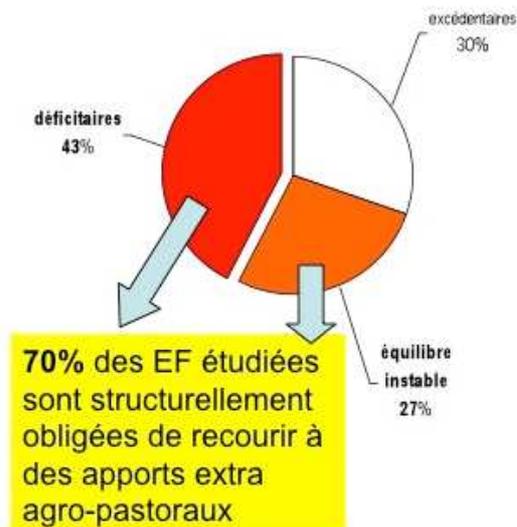
<sup>14</sup> dans le cas de l'EFAC2, on a à titre expérimental valorisé le lait prélevé par le berger en transhumance et on en a reporté la valeur en charge, et on atteint alors le taux exorbitant de 74% de charges.



### III. Les bilans confirment que la majorité des exploitations familiales ont des activités complémentaires



## 7. Le recours à des activités ou des ressources parallèles est une nécessité pour la majorité des exploitations étudiées



Toutes les exploitations qui ne sont pas excédentaires (c'est à dire qui ont un taux de couverture inférieur à 13 mois) doivent nécessairement recourir à d'autres sources de revenus pour permettre aux familles de vivre. C'est le cas de 70% des exploitations étudiées.

- Un petit nombre (15% du total des exploitations étudiées) a dû recourir au crédit à la consommation (en nature) auprès des commerçants et s'**endetter**. C'est là un phénomène nouveau pour les exploitations d'éleveurs. On ne parlait pas d'*endettement* dans le monde des éleveurs par le passé.
- Quelques unes (EF9, 17, 19, 21, EFAC11) ont bénéficié des apports de membres partis en **migration** (en Guinée, aux USA, en Afrique du

Sud...)

- La quasi totalité des exploitations familiales étudiées exerce des **activités extra agro-pastorales** et complète de cette façon les apports de sa production primaire.

## 8. Les membres des exploitations familiales exercent une large gamme d'activités extra agro-pastorales

Ces activités relèvent du *secteur secondaire* (transformation) et surtout du *secteur tertiaire* (services).

### • Certaines de ces activités sont "para agropastorales"

- La plus fréquente est le **commerce de bétail** qui peut apporter à l'exploitation un revenu substantiel.
- Plusieurs éleveurs sont en même temps **auxiliaires vétérinaires**. Certains font le **commerce de produits vétérinaires**.
- Certains font des **prestations de service** aux agriculteurs avec leurs animaux
- Trois exploitations familiales possèdent des **moulins** (EF2, EFAC4 et 6) et les font travailler pour le village.

On a déjà signalé que beaucoup d'éleveurs considèrent que l'**embouche** est une de ces activités para agropastorales et la distinguent de l'élevage.

### • D'autres activités n'ont rien à voir avec les filières de l'élevage ou de l'agriculture

- Les plus fréquentes sont des **activités commerciales**: petit commerce, boutiques, commerce d'essence, de vêtements...
- Les activités de **marabout** sont également très fréquentes dans les exploitations analysées.
- Plusieurs éleveurs font également du **transport**. Certains membres des familles sont **chauffeurs**.

- Certains éleveurs sont **moniteurs d'alphabétisation**; des membres de certaines familles sont **animateurs** ou **animatrices** associatifs. Une famille bénéficie largement des revenus d'un **griot**.
- Des membres de la famille peuvent exercer des **petits métiers** (gardien de nuit, manœuvre, tailleur, maçon)
- Quelques familles péri-urbaines ont des membres **fonctionnaires** qui vivent dans l'exploitation et contribuent à ses dépenses par leurs salaires.
- Dans quelques cas également l'éleveur est **chef de village** ou **élu** et touche des indemnités.
- Enfin certaines familles possèdent des **maisons en ville qu'elles louent**.

On relèvera que ces activités extra agropastorales sont souvent exercées par les **femmes**.

- **Bien valorisées, les activités extra agropastorales peuvent avoir une fonction de levier dans l'exploitation familiale**

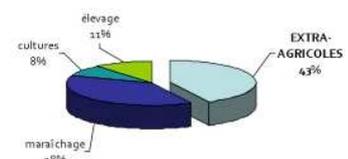
Ces apports extra agropastoraux peuvent être substantiels, notamment dans les familles qui ont les plus bas taux de couverture (voir l'exemple ci-contre de l'EF17 : il n'est pas le seul). Ils permettent aux *exploitations en difficulté* de compenser leurs insuffisances et d'**éviter de s'endetter**<sup>15</sup>.

Ils permettent aux *exploitations en équilibre ou excédentaire* d'**améliorer leur niveau de vie** (notamment dans les familles maraboutiques : voir EF7, EF9) et de **faire des investissements**(EFAC11).

Ces activités pourraient être mieux valorisées. Cette valorisation suppose :

- L'existence d'un **tissu économique local** générateur d'emplois favorisant la diversification des activités, leur complémentarité et leur rentabilité. Ceci relève de la définition de **bonnes politiques d'investissement et de développement zonal et régional** auxquelles l'organisation des éleveurs peut utilement apporter sa contribution.
- L'existence d'un **projet familial partagé** à la réalisation duquel participent de façon convergente et raisonnée les apports de chaque membre de la famille. L'accord sur un tel projet suppose une bonne **entente familiale**. On y reviendra.

**cas EF17 (taux : 6 mois/3 jours)  
Torodi, Niger**



*Avec ses apports non agricoles, cette famille atteint un taux de couverture de **12 mois et 12 jours***

<sup>15</sup> ce que montre a contrario le cas de l'EF5, exploitation endettée, mais qui n'avait pas d'activités complémentaires sur la campagne considérée, mais a décidé depuis lors de se lancer dans le commerce pour éviter ce type de situation



## IV. Les bilans confirment l'importance des comportements de consommation dans les performances globales de l'exploitation familiale



## 9. Les exploitations familiales étudiées maîtrisent encore assez bien leurs modèles de consommation, mais certaines dépensent peuvent faire exploser leur budget

- **Dans les familles étudiées, les modèles de consommation alimentaire demeurent dans l'ensemble traditionnels**

A quelques exceptions près, l'examen avec les femmes des postes de dépenses familiales de consommation alimentaire montre que la composition des repas est encore peu influencée par les modèles de consommation moderne<sup>16</sup>.

Ces familles **produisent elles-mêmes près de la moitié de ce qu'elles consomment** et achètent le reste sur le marché.

	KOLO	TORODI	TCHAD	Kompienga	Cameroun	BANFORA
part d'achats de biens de consommation de base	53%	69%	57%	54%	48%	42%

On observe que même lorsque leur taux de couverture est bas, ces familles **ne sacrifient pas leur consommation de base**.

	KOLO	TORODI	TCHAD	Kompienga	Cameroun	BANFORA
Dépense quotidienne par personne	886 F	615 F	509 F	434 F	363 F	296 F

- **Ce qui grève les dépenses familiales**

Deux principaux types de postes de dépenses peuvent compromettre l'équilibre de l'économie domestique des familles :

➔ **Les achats de céréales**

On les constate particulièrement dans les familles de pasteurs ou d'agropasteurs qui n'ont pas une production agricole suffisante. Les **taux de couverture céréalière** des exploitations donnent de ce point de vue une indication sur leur capacité à couvrir leurs besoins. Ils sont variables selon les régions<sup>17</sup>

	Torodi	Kompienga	Kolo	Banfora
taux moyen de couverture céréalière	42%	51%	54%	79%

Au NIGER, les familles visitées ont bénéficié de l'accès à des céréales subventionnées (aide alimentaire).

➔ **l'apparition récente de nouvelles dépenses "modernes" liées à l'évolution des modes de vie**

- la consommation de **pain** commence à apparaître dans certaines familles près des villes
- les dépenses d'**essence** gonflent les budgets des exploitations familiales qui ont acquis des motos (elles peuvent atteindre 20% du budget de consommation familial : EF 18).

<sup>16</sup> On est frappé ici de la faible consommation de sucre et de thé dans les familles visitées. Ces observations ne se retrouveront vraisemblablement pas dans tous les pays. On sait par exemple que la consommation de pain, de café, de lait en poudre prend une importance grandissante dans les familles rurales du Sénégal.

<sup>17</sup> Ces taux n'ont pas pu être calculés pour l'Afrique centrale

- Surtout, les dépenses de **téléphone** ont subitement pris ces dernières années une importance considérable avec la diffusion des portables. Les dépenses annuelles de l'ordre de 200.000 Fcfa sont très fréquentes (elles sont souvent plus importantes que celles consacrées à la sauce dans la cuisine). Dans 5 familles ces dépenses excèdent 500.000 F par an (EF6, EF7, EF9, EF20, EF22) et atteignent dans un cas 1.639.100 F (EF9). Leur importance s'explique en partie par les commodités qu'offre ce mode de communication dans la vie d'un éleveur (liaison avec les bergers par exemple), mais surtout par la non maîtrise de son utilisation du fait de sa nouveauté.

## 10. La consommation est une dimension sensible dans la gestion de l'exploitation familiale

### • L'équilibre d'ensemble de l'exploitation dépend de sa consommation

L'importance des dépenses a souvent fait "basculer" un taux de couverture qui s'annonçait bon mais s'est révélé bas. Des "accidents" peuvent intervenir (calamités sur récoltes, problèmes de santé), mais l'influence des évolutions socio-économiques d'ensemble est ici également très perceptible.

C'est en général sur ce point que les familles ont été les plus surprises par ce que révélaient les bilans (notamment par rapport à leurs dépenses de téléphone, qu'elles n'avaient jamais eu l'occasion de mesurer).

**La consommation, c'est une "affaire familiale"** : elle ne peut être maîtrisée que s'il y a une bonne entente autour d'un "projet" commun. C'est également une question indissociable de la conception d'ensemble du "système" que constitue une exploitation familiale : l'orientation de la production (vers produits vivriers) et son affectation (autoconsommation/vente) ont une incidence sur la maîtrise de la consommation familiale.

### • Différents "modèles" de gestion familiale

L'homme et la femme jouent chacun leur partition dans la gestion de la famille. Dans la plupart des familles d'éleveurs rencontrées :

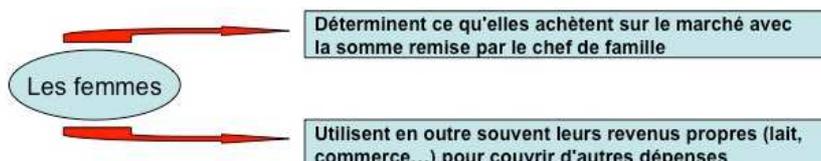
#### → Le "*jomgalle*" (le chef de famille) gère plutôt les affaires extérieures

On a rencontré deux cas de figure, qui dépendent des modèles de comportement du groupe d'origine de la famille :



#### → La "*jomsuudu*" (la femme) est la véritable "maîtresse de maison"

De façon générale les femmes d'éleveurs en Afrique de l'Ouest disposent d'une grande autonomie de gestion pour tout ce qui concerne la maison.



Ce n'est par contre pas le cas en Afrique centrale (notamment au Nigeria et au Nord Cameroun) où la sédentarisation des éleveurs s'est accompagnée d'une perte d'autonomie

des femmes au profit des hommes à travers une interprétation rigoriste des prescriptions islamiques.

➔ **Quand un sous-groupe familial vit ailleurs :**

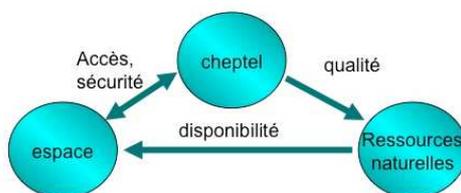
Quand certains membres de la famille, tout en participant à l'exploitation familiale, vivent ailleurs (en brousse, en transhumance, dans une maison en ville), ce sous-groupe a une gestion en grande partie autonome.

## V. Les bilans permettent de cerner plusieurs dimensions critiques du "capital physique" des exploitations familiales



## 11. Le cheptel, l'espace et le foncier, les ressources naturelles, l'équipement et les finances sont des éléments critiques dans le capital des exploitations familiales

- Le cheptel, l'espace et les ressources naturelles constituent les éléments de base à partir desquels l'exploitation familiale peut produire



### ➔ Le cheptel constitue le capital économique et social de base de l'éleveur

On n'a pas rencontré "d'éleveurs sans troupeau" dans le cadre de ces études (même le bouvier de l'EFAC7 s'est progressivement constitué son troupeau), mais on sait que cette situation, à l'image de celle des "paysans sans terre" ou des "pêcheurs sans pirogue", peut se produire (elle a été fréquente chez les éleveurs sahéliens après les grandes sécheresses des années 70 et 80; on la retrouve aujourd'hui chez des éleveurs victimes de vols de bétail ou obligés de vendre leurs animaux pour se désendetter<sup>18</sup>). La perte du troupeau constitue la crainte suprême de l'éleveur car la possession d'un troupeau est un élément constituant de son identité, le signe de sa richesse et la source de son prestige, et aucun ne se sent totalement à l'abri de ce malheur.

Le grand troupeau en transhumance est le "**grenier**" du pasteur. On a vu qu'il y fait des prélèvements en fonction de ses besoins. On relève que certains éleveurs maîtrisent parfaitement les savoirs traditionnels en matière de sélection et que la plupart régénèrent leur cheptel en pratiquant le métissage.

On voit à travers ces études que ce "capital cheptel" peut être principalement menacé de deux façons :

- Par la **maladie** : on constate l'importance des problèmes de santé animale en zone de savane, plus particulièrement (notamment dans la région de Banfora et la Kompienga). Ils se traduisent par des croûts dans certains cas négatifs (notamment chez les ovins), et des dépenses de santé souvent considérables.
- Par les **vols de bétail** : peu signalés dans les exploitations burkinabé et nigériennes (mais ils le seront ailleurs), ils sont particulièrement analysés pour le Nord Ouest Cameroun (EFAC11)<sup>19</sup>.

### ➔ Les animaux ont besoin d'herbe et d'eau pour se nourrir

La conduite de l'élevage est conditionnée par la **disponibilité** et la **qualité des ressources naturelles**: la recherche de pâturages de qualité est l'une des motivations des départs en transhumance.

<sup>18</sup> Ces phénomènes de "déclassement social" ont été étudiés dans : "*Mieux connaître et comprendre les tendances de l'évolution de l'élevage et les préoccupations des éleveurs sur le pôle Ouest de l'Afrique soudano-sahélienne*" (2003, 2006, 2011; 126 pages).

<sup>19</sup> La sécurité des biens et des personnes a des répercussions directes sur l'élevage. Le phénomène des rapt d'enfants au Tchad et au Nord Cameroun provoque des ventes massives d'animaux pour payer les rançons (on en a été témoin en réalisant les études des EFAC6 et 7 au moment où un tel rapt venait d'intervenir). Les études ultérieures prévues au Mali permettront vraisemblablement d'apprécier les conséquences de la guerre sur l'élevage.

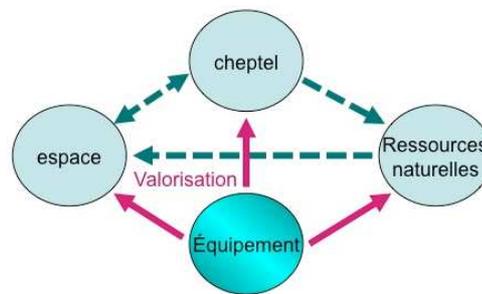
Les études réalisées ne mettent pas en évidence de problèmes majeurs relatifs à la disponibilité de l'eau (mais elles portent principalement sur des zones de savane; on en rencontrera plus en zones sahéliennes). Cependant dans plusieurs cas le problème de la *pollution* de l'eau par les produits de traitement des cultures et de ses conséquences sur la santé des animaux a été soulevé par les familles (notamment en zones cotonnières).

Les problèmes de **fertilité des terres** ont par contre été fréquemment évoqués : sols épuisés au Niger, non reconstitution de la fertilité au Sud du Burkina Faso.

→ **C'est sur l'espace que les animaux trouvent les ressources naturelles dont ils ont besoin**

Les difficultés d'**accès à l'espace** et l'**absence de sécurité foncière** constituent les principaux goulots d'étranglement de l'élevage, particulièrement dans les régions de Banfora (où superficies sont réduites et les droits d'occupation sont précaires et limités : interdiction de planter des arbres) et de la Kompienga (où la pression sur les terres est forte).

- **L'équipement qui permet de valoriser les autres éléments du capital physique de l'exploitation est souvent insuffisant**



→ **Les équipements agricoles des exploitations familiales d'éleveurs étudiées sont souvent déficients**

Rares sont les exploitations qui possèdent une *unité complète de culture attelée*, et nombreuses sont celles qui ne possèdent pas de *charrue* mais doivent en louer (certaines louent les services de tracteurs). Dans ces conditions il leur est difficile de respecter le calendrier agricole, et ceci contribue à expliquer leurs faibles performances agricoles.

On relève que quelques exploitations qui pratiquent le maraîchage (Niger, Tchad) disposent de *moto-pompes*.

→ **Les équipements pour l'élevage sont minimes**

La conduite traditionnelle de l'élevage nécessite peu d'équipements, mais l'évolution des conditions dans lesquelles il se pratique en nécessite de nouveaux. Les éleveurs sont de plus en plus obligés de clôturer leurs *parcs* pour éviter la divagation des animaux (pratique maintenant répandue dans la région de Banfora). Ils doivent *stocker* l'alimentation réservée en saison sèche aux animaux qu'ils gardent au campement. Les modes de stockage observés sont dans la plupart des cas rudimentaires : on trouve dans très peu d'exploitations visitées des *hangars* permettant de préserver les qualités nutritives du fourrage. On peut par contre considérer que l'utilisation de nouveaux moyens de communication (motos, téléphone) est utilement mis au service de la conduite de l'élevage transhumant.

→ **Très peu d'équipements pour la transformation des produits**

Sur les 34 exploitations analysées, seules 3 possèdent un *moulin*. Très peu accèdent à des *mini-laiteries*.

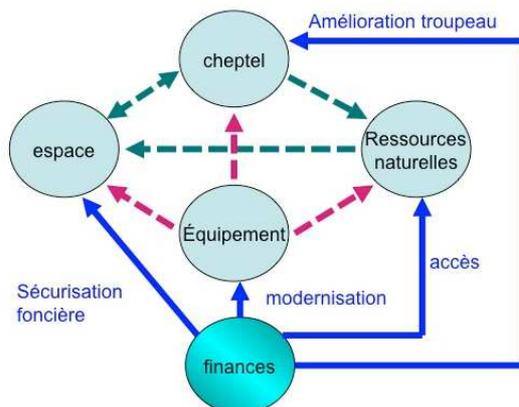
→ **Sous équipement pour le transport des produits**

Autant les vélos et les motos sont fréquents dans les exploitations visitées, autant les *charrettes* sont rares. Tantôt le transport des produits continue de se faire par portage, tantôt les exploitations familiales louent des charrettes ou des véhicules pour l'assurer.

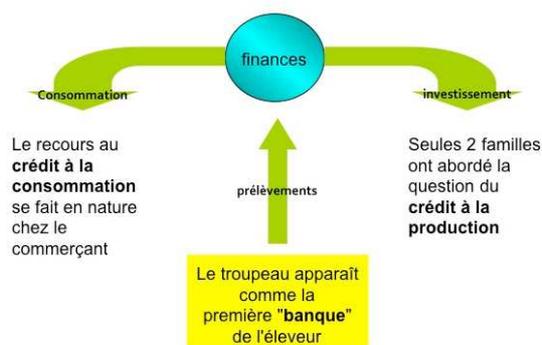
L'équipement constitue comme on le voit un point faible dans la majorité des exploitations visitées. On relève cependant des exceptions : une exploitation vient de se doter d'une étable moderne dans la région de Banfora (EF3), plusieurs exploitations camerounaises dans l'Adamaoua (EFAC9) et le Nord-Ouest (EFAC10 et 11) disposent d'équipements performants (y compris l'eau courante et l'électricité). Certaines exploitations au Burkina et au Niger ont accès à l'électricité (réseau urbain ou panneaux solaires).

- **Le financement des exploitations visitées est peu développé**

Le financement des exploitations permet de renforcer tous les autres éléments de son capital physique :



Bien que, de par leur insertion au marché, ces exploitations soient assez fortement monétarisées, elles restent, à quelques exceptions près, hors des circuits de financement modernes (banque, système de financements décentralisés<sup>20</sup>) : **la première banque de l'éleveur, c'est son troupeau**. Le schéma suivant résume les grands traits de la situation qui ressort de ces études du point de vue du financement de l'exploitation familiale :



- **Parmi toutes ces dimensions du capital de production, la question de la sécurisation foncière des exploitations familiales d'éleveurs paraît être la plus "critique"**

Les cas des exploitations familiales de la région de Banfora et de la Kompienga montrent que la **contrainte foncière** bloque l'évolution vers l'agropastoralisme et empêche les éleveurs d'investir dans l'amélioration des terres dont ils disposent ou de leur habitat. Il s'agit d'une donnée centrale quand on considère l'évolution de l'élevage : tant que cette question ne sera pas résolue, la transformation des systèmes d'élevage sera inhibée, les éleveurs seront condamnés à l'errance et les risques de conflits ne feront qu'augmenter.

<sup>20</sup> Dans un cas (EF9), le chef de famille passe par ses femmes, qui sont membres d'organisations féminines, pour accéder au crédit de la caisse à laquelle elles adhèrent.

## VI. Les bilans permettent d'approcher les dimensions sociales et culturelles de l'exploitation familiale



## 12. La famille comme unité socio-économique : importance des statuts et des rôles

### • la famille

Le critère utilisé pour délimiter l'unité familiale pertinente d'un point de vue socio-économique est un critère fonctionnel : le **partage de la "même marmite"**, qui suppose une gestion commune des ressources et des dépenses et donc une **unité d'organisation et de décision**<sup>21</sup>.

Les exploitations familiales analysées comportent majoritairement plusieurs ménages : celui du chef de famille, ceux de ses grands enfants qui ne se sont pas autonomisés, parfois ceux d'un ou plusieurs de ses frères. Une exploitation comporte 12 ménages (EF22, au Niger), mais c'est un cas exceptionnel. Dans la majorité des cas, les chefs de famille sont polygames (2 à 3 épouses); les ménages de leurs enfants le sont très rarement.

1 seul ménage	2 à 4 ménages	5 ménages et plus	nombre de ménages non déterminé
32% des EF	35% des EF	24% des EF	9% des EF

La taille moyenne de ces exploitations familiales est de **23 personnes**. Elle varie de 7 personnes (EFA5) à 64 personnes (EF22). Elles comportent en moyenne **12 actifs**, ce qui représente une force de travail importante et une charge par actif raisonnable (chaque actif a à sa charge une personne en dehors de lui-même), mais s'explique aussi par la participation des enfants au travail de l'exploitation.

**Le profil de ces exploitations familiales évolue au fil du temps** au gré des changements de terroirs d'attache (selon le processus de mobilité sur la longue durée décrit dans le chapitre II à la section 4), des mariages des enfants (arrivée des belles-filles, nouvelles naissances), des décès (celui du chef de famille provoque le partage de son troupeau et l'éclatement en plusieurs nouvelles unités : cas des EF1, 2 et 3, qui constituaient une seule exploitation familiale du vivant du père; cas de l'EF11, née il y a seulement 2 ans). Il arrive également que des ménages décident de faire "marmite à part" en restant dans le même *galle* (il s'agit souvent d'enfants mariés d'une co-épouse du chef de famille; celle-ci fait alors "marmite commune" avec ses enfants), ou encore que pour des raisons économiques (insuffisance d'espace) ou d'entente familiale le ménage d'un enfant ou d'un frère parte fonder ailleurs une nouvelle exploitation familiale (cas dans l'EF1). Dans tous les cas la cohésion peut être ébranlée et l'enjeu majeur sera le partage du troupeau.

La bonne organisation de l'exploitation et le **partage des rôles** entre les différents membres de la famille sera un des facteurs important des performances de l'exploitation familiale.

### • le *jom galle* (chef de famille)

Les *jom galledes* exploitations familiales étudiées sont d'âge moyen (entre 28 et 70 ans); ils sont souvent polygames (alors que traditionnellement les pasteurs ne l'étaient pas). Ils ont une vue d'ensemble sur les bovins, mais ce sont leurs enfants ou des bergers qui les conduisent.

	TCHAD	KOLO	BANFORA	KOMPIENGA	TORODI	CAMEROUN
Âge moyen	46 ans	49 ans	52 ans	52 ans	54 ans	60 ans
Moins de 40 ans	20%	25%	0%	25%	25%	0%
Entre 50 et 59 ans	80%	50%	85%	37,5%	25%	33%
60 ans et plus	0	25%	15%	37,5%	50%	66%

<sup>21</sup> Le "partage de la marmite" ne veut pas nécessairement dire que l'on vive et que l'on mange toujours ensemble; par contre il arrive que dans une même unité d'habitat – le *galle* –, plusieurs ménages appartenant à la même famille aient une gestion séparée et ne "mangent pas à la même marmite". On considère alors qu'ils constituent une exploitation familiale distincte.

Ils se sentent responsables de leur famille. Ils ont souvent des activités complémentaires. Plusieurs sont marabouts.

- **les femmes (*reobe*)**

L'exemple donné ci-contre est celui d'une exploitation familiale d'agropasteurs de la Kompienga qui pratique la culture du coton et qui comporte 3 hommes et 4 femmes actifs. Il permet d'apprécier l'**importance de l'apport économique des femmes** à l'exploitation familiale (46% des apports dans ce cas).

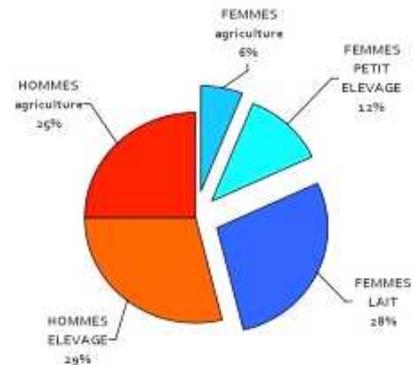
Ces apports à la production se font généralement à travers le lait, l'élevage des petits ruminants et de la volaille, les activités extra-agricole. Les femmes font en outre la cueillette (karité) et la transformation des produits (beurre, *tiobal*, beurre de soja dans l'EF13 ... ). Dans la plupart des familles d'agropasteurs elles cultivent (rarement dans les familles de pasteurs). Elles ont un statut différent dans les familles maraboutiques et dans les exploitations familiales visitées au Nord-Cameroun et au Nigeria.

Mais dans toutes les familles, ce sont elles qui s'occupent de l'**éducation des petits enfants** et elles conservent de bonnes relations avec eux lorsqu'ils grandissent. Elles sont souvent mieux informées sur l'état de la famille que les chefs de famille<sup>22</sup>.

Elles ont la responsabilité de la **bonne marche de la maison**, préparent les repas, dans la majorité des cas font les achats au marché, entretiennent la maison et dans certains cas la construisent avec les nattes qu'elles fabriquent.

Il est fréquent que les co-épouses vivent sur des sites distincts (certaines restent en brousse ou en ville).

**EF12 - APPORTS DES FEMMES (46%) ET DES HOMMES (54%)**



- **Les enfants et les jeunes (*sukaabe*)**

Dans les familles étudiées, les *sukaabe* sont **très tôt impliqués dans les soins aux animaux** et leur conduite, même lorsqu'ils sont scolarisés.

Ils semblent souvent se **marier** jeunes, mais restent dans l'exploitation familiale avec leur épouse et leurs enfants. Il est fréquent alors que certains d'entre eux soient spécialisés dans la conduite de la transhumance qui peut les éloigner pendant 6 mois de l'exploitation familiale.

Dans les familles étudiées, les jeunes sont généralement **bien informés sur la production**. Souvent l'un des aînés fait figure "d'intendant".

Les départs en **émigration** sont rares dans les exploitations étudiées (signalés dans 5 cas).

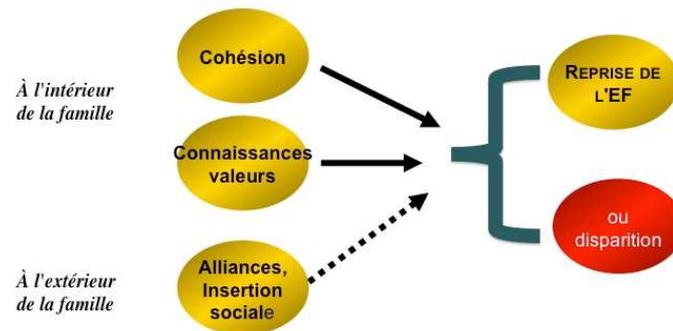
- **Les anciens**

Plusieurs familles étudiées gardent auprès d'elles des **vieilles mamans** (mères, tantes) qui peuvent rester très actives, faire des cultures de case et contribuer à l'entretien de la maison.

Dans certaines familles, la **1<sup>ère</sup> épouse** est dispensée des travaux de la maison quand elle prend de l'âge et est relayée par ses belles-filles.

<sup>22</sup> C'est l'une des raisons pour lesquelles l'approche utilisée dans ces études associe systématiquement les femmes aux enquêtes. L'autre raison est de favoriser leur implication dans la réflexion et la prise de décision sur l'orientation de l'exploitation familiale.

**13. La cohésion familiale, la transmission des connaissances et des valeurs, les alliances, et la reprise de l'exploitation conditionnent sa reproduction.**



L'une des fortes inquiétudes exprimées par les éleveurs par rapport à l'avenir de leurs exploitations au moment de la préparation du document d'orientation stratégique de l'APESS concernait la reprise de ces exploitations par leurs enfants : c'est la question de la durabilité et de la reproduction des exploitations qui se trouvait ainsi posée.

Cette inquiétude n'a été exprimée qu'une fois dans le cadre des présentes études (EF10), mais de façon particulièrement vive : la détérioration des liens familiaux dans cette exploitation justifiait dans ce cas pleinement les appréhensions du *jom galle*. La cohésion familiale, qui est une nécessité pour qu'il y ait concertation et coopération, est en effet une des conditions du bon fonctionnement de l'exploitation familiale et de sa reproduction. Mais ce n'est pas la seule : l'entretien et la transmission des connaissances et des valeurs, la capacité de la famille à construire des alliances et à réussir son insertion sociale sont également très importantes. Les entretiens réalisés avec les familles apportent sur ces aspects des éclairages intéressants.

- **La cohésion et la concertation familiale**

On observe d'abord, avec le cas qui vient d'être évoqué, que l'exploitation familiale qui obtient les moins bons résultats dans la Kompienga est celle d'une famille où il y a une mauvaise entente entre les sukaabe et le chef de famille. Ceci explique en partie ses difficultés (dans cette famille, chacun travaille pour lui-même et il y a une mauvaise coopération : le chef de famille se retrouve seul à porter l'exploitation), mais surtout constitue un facteur aggravant car aucune concertation n'est possible pour chercher des solutions pour redresser l'exploitation.

A l'opposé, on a rencontré plusieurs exploitations familiales en difficultés où toute la famille s'était "assise ensemble" pour prendre des décisions de réorientation de l'exploitation (EF5, EF16), et d'autres familles pour lesquelles ces concertations sont habituelles (EF22).

Les bilans montrent que la cohésion dépend en grande partie de l'entente entre les épouses et avec leur mari, qu'elle est plus facile à gérer dans les exploitations familiales composées d'un seul ménage, mais qu'elle est forte dans les familles de plusieurs ménages où les rôles sont bien définis. Cohésion, concertation et coopération vont alors de pair et préparent le passage de relai entre générations.

- **La transmission des connaissances et des valeurs**

Encore faut-il que ceux qui reprendront l'exploitation aient les compétences et les comportements adéquats pour le faire. Les familles rencontrées procèdent de différentes façons pour "outiller" leurs enfants.

Les dons d'animaux aux jeunes enfants, leur **implication précoce dans la conduite des animaux** peuvent favoriser la transmission de l'amour de l'élevage et des connaissances pastorales. Ils sont fréquents dans les familles rencontrées et on observe à travers le décompte

des "actifs" déclarés par la famille en début d'entretien ou celui des dabas (qui permet de faire des recoupements) que la seconde école des enfants (après celle de la mère et avant les autres) est celle du travail dans l'exploitation.

Dans la plupart des familles visitées, les enfants suivent par ailleurs un **enseignement coranique**. Quant à la **scolarisation** des enfants, c'est un acte volontaire assez nouveau chez les éleveurs mais de plus en plus répandu dans les familles visitées ("*pour que nos enfants comprennent ce que nous ne comprenons pas*"). Dans certaines familles, elle est cependant toujours refusée.

*La question de l'entretien des connaissances chez les **adultes** n'a pas été directement abordée dans les familles étudiées.*

#### • Le "don" comme acte social

A cheval entre les valeurs et les alliances, la pratique du don est généralisée dans les familles analysées en Afrique de l'Ouest<sup>23</sup>. **Les dons représentent en moyenne 11% du produit familial brut** des exploitations analysées (de 3% à 42% selon les exploitations), ce qui est considérable. La signification de ces dons n'est pas économique, mais sociale et culturelle. Ils se font principalement selon deux modalités :

- la **zakât**, obligation par laquelle l'éleveur se relie à la communauté musulmane et qui est censée permettre la redistribution des richesses au bénéfice des plus pauvres : c'est à la fois un acte religieux et un acte de solidarité.
- **hab'b'banaye**, la "vache de l'amitié", qui dans la tradition de la société des éleveurs scelle l'alliance avec celui à qui elle est cédée et dans le troupeau duquel cette vache – souvent de valeur – va rappeler l'existence de celui qui l'a donnée ou prêtée. Les agro-éleveurs ne connaissent pas cette forme de don.

#### • Les alliances externes

Elles sont nécessaires pour cohabiter avec d'autres groupes. Les études réalisées n'ont pas permis d'analyser les *alliances matrimoniales* des familles. On a simplement pu repérer que les mariages étaient généralement endogamiques et que ces familles ne semblaient pas intégrer le mariage mixte dans leurs stratégies d'insertion sociale.

Les tensions avec les communautés autochtones se présentent surtout pour les éleveurs qui ont quitté leurs communautés d'origine. Mais même dans ces milieux dans lesquels les éleveurs sont considérés comme des étrangers, certaines familles développent des **stratégies intelligentes de cohabitation** (à travers l'échange de services). La tolérance à l'implantation de ces familles durable se jouera souvent en fonction des relations entre les enfants et les épouses des chefs de famille d'éleveurs et les enfants et les épouses des chefs de famille autochtones.

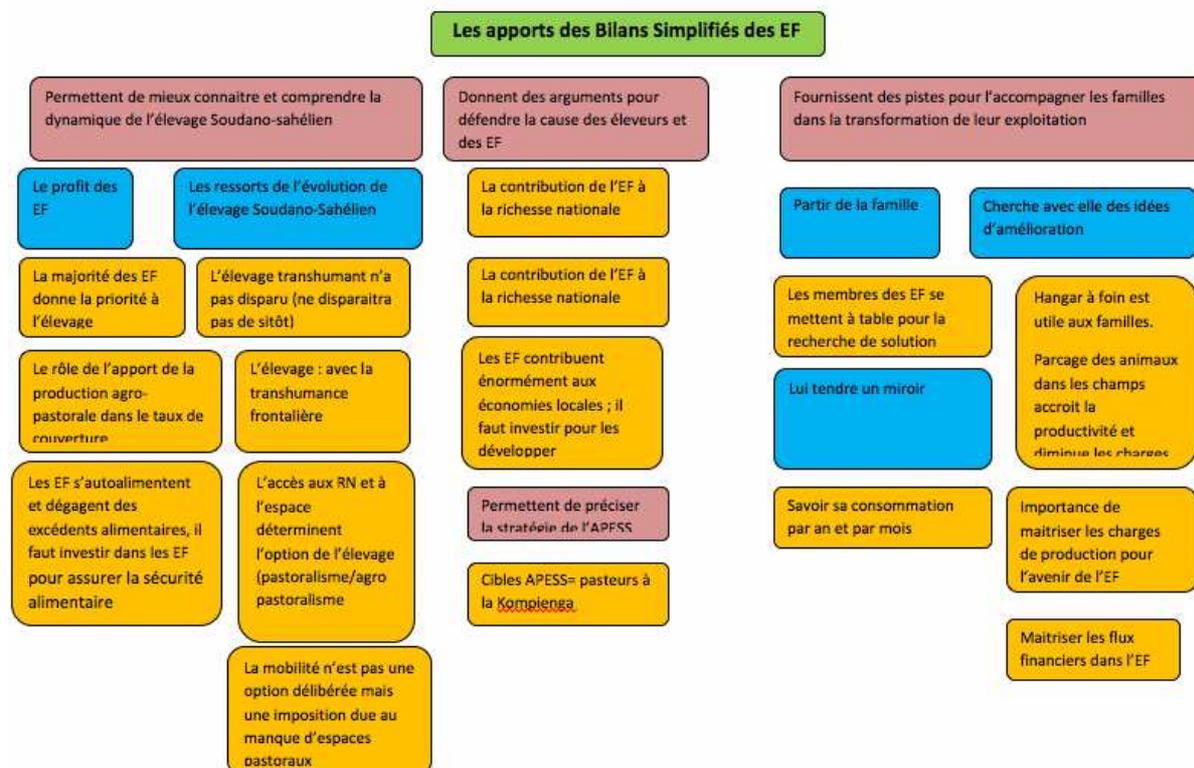
Le principal point critique que l'on a rencontré pour les familles qui vivent dans un milieu défiant vis à vis d'elles tient au fait qu'elles ne s'impliquent pas dans la **vie citoyenne locale** (communes, CVD...) et de ce fait restent à l'écart des lieux où se prennent des décisions sur la vie locale qui ont des conséquences pour les éleveurs (fiscalité, gestion de l'espace, investissements locaux...).

---

<sup>23</sup> Elle n'a pas été systématiquement analysée dans les études faites en Afrique centrale

## Conclusion sur les apports de ces études

Une auto-évaluation express a été réalisée à chaud au retour des études dans les familles avec l'équipe qui a réalisé ces études-test. Elle fait ressortir les points suivants :



Cette évaluation "simplifiée" (à laquelle chaque participant ne pouvait apporter qu'une seule idée) confirme que cet exercice-test a bien permis à ceux qui y ont participé de comprendre à quoi peuvent servir des études d'exploitations familiales conduites selon l'approche des bilans simplifiés :

- elles permettent de **mieux connaître et comprendre la dynamique de l'élevage et des exploitations d'éleveurs en zone soudano-sahélienne**, et donc de "savoir de quoi l'on parle" quand on traite de l'élevage dans cette partie du monde. C'est un objectif que l'on retrouve dans plusieurs programmes dans lesquels est impliquée l'APESS.
- Elles **donnent des arguments pour défendre la cause des éleveurs dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques**, ce qui est bien l'une des missions de l'APESS et elle rejoint également les préoccupations de plusieurs partenaires de l'APESS.
- Elles permettent à l'APESS de **préciser la stratégie** qu'elle a élaborée en 2011 et de lui donner un contenu plus précis.
- Enfin elles constituent en elles-mêmes, de par leur caractère participatif, des modes d'accompagnement des familles dans la réflexion sur l'orientation à donner à leurs exploitations et fournissent des **pistes pour poursuivre l'accompagnement et l'appui à ces familles dans la transformation de leurs exploitations**.

La fécondité de ce premier test invite à l'APESS à poursuivre dans cette voie.

## Sommaire :

<b>Introduction :</b> .....	<b>3</b>
· L'esprit et les objectifs des enquêtes test réalisées en 2010 et 2013.....	3
· Quelques repères pour cerner la spécificité et les différentes dimensions de ce que l'on appelle une "exploitation familiale".....	3
· Les 13 premières tendances mises à jour par les recherches de l'APESS .....	5
<b>I. Les bilans permettent de savoir dans quelle mesure les familles d'éleveurs étudiées peuvent vivre de leur production primaire</b> .....	<b>7</b>
1. La contribution des exploitations familiales visitées à la richesse nationale est significative.....	8
2. Les exploitations familiales analysées ne réussissent cependant pas toutes à vivre de leur élevage et de leur agriculture.....	8
· Les premiers constats : .....	8
· Leur interprétation : .....	9
<b>II. Les bilans permettent de mieux savoir comment ces familles gèrent les apports de leurs animaux et ceux de leur production végétale : leur production, leur répartition, leur affectation</b> .....	<b>11</b>
3. La majorité des exploitations familiales d'éleveurs donne la priorité à l'élevage, mais ce n'est pas le cas de toutes; la plupart orientent leur production végétale vers l'autoconsommation .....	12
· Les constats.....	12
· Trois observations concernant la production végétale dans les exploitations d'éleveurs.....	12
4. Les exploitations familiales qui privilégient l'élevage l'orientent de différentes façons et donnent une importance différente à la production laitière.....	13
· Une importance donnée à la production laitière très variable selon les régions et les exploitations.....	13
· Un vaste éventail de stratégies du point de vue de la composition et de la conduite du cheptel.....	14
· Première observation : la mobilité continue d'être un trait dominant de l'élevage soudano-sahélien.....	16
· Deuxième observation : trois facteurs paraissent expliquer l'orientation que prend l'exploitation familiale.....	16
5. L'insertion au marché des exploitations familiales d'éleveurs se fait principalement à travers l'élevage .....	17
· Une insertion au marché significative .....	17
· Les principales orientations prises par les exploitations familiales par rapport à la commercialisation des produits de l'élevage .....	17
6. Les charges de production peuvent peser tant sur la production végétale que sur la production animale.....	19
· Des charges de production agricoles très élevées dans 18% des exploitations étudiées.....	19
· Des charges d'élevage relativement élevées ou excessives pour 20% des exploitations.....	19
· Plusieurs voies peuvent être suivies pour alléger ces charges.....	19
<b>III. Les bilans confirment que la majorité des exploitations familiales ont des activités complémentaires</b> .....	<b>21</b>
7. Le recours à des activités ou des ressources parallèles est une nécessité pour la majorité des exploitations étudiées .....	22
8. Les membres des exploitations familiales exercent une large gamme d'activités extra agropastorales.....	22
· Certaines de ces activités sont "para agropastorales" .....	22
· D'autres activités n'ont rien à voir avec les filières de l'élevage ou de l'agriculture .....	22
· Bien valorisées, les activités extra agropastorales peuvent avoir une fonction de levier dans l'exploitation familiale.....	23

<b>IV. Les bilans confirment l'importance des comportements de consommation dans les performances globales de l'exploitation familiale .....</b>	<b>25</b>
9. Les exploitations familiales étudiées maîtrisent encore assez bien leurs modèles de consommation, mais certaines dépenses peuvent faire exploser leur budget.....	26
· Dans les familles étudiées, les modèles de consommation alimentaire demeurent dans l'ensemble traditionnels.....	26
· Ce qui grève les dépenses familiales.....	26
10. La consommation est une dimension sensible dans la gestion de l'exploitation familiale .....	27
· L'équilibre d'ensemble de l'exploitation dépend de sa consommation .....	27
· Différents "modèles" de gestion familiale.....	27
<b>V. Les bilans permettent de cerner plusieurs dimensions critiques du "capital physique" des exploitations familiales .....</b>	<b>29</b>
11. Le cheptel, l'espace et le foncier, les ressources naturelles, l'équipement et les finances sont des éléments critiques dans le capital des exploitations familiales .....	30
· Le cheptel, l'espace et les ressources naturelles constituent les éléments de base à partir desquels l'exploitation familiale peut produire .....	30
· L'équipement qui permet de valoriser les autres éléments du capital physique de l'exploitation est souvent insuffisant.....	31
· Le financement des exploitations visitées est peu développé.....	32
· Parmi toutes ces dimensions du capital de production, la question de la sécurisation foncière des exploitations familiales d'éleveurs paraît être la plus "critique" .....	32
<b>VI. Les bilans permettent d'approcher les dimensions sociales et culturelles de l'exploitation familiale .....</b>	<b>33</b>
12. La famille comme unité socio-économique : importance des statuts et des rôles .....	34
· la famille .....	34
· le <i>jom galle</i> (chef de famille) .....	34
· les femmes ( <i>reobe</i> ) .....	35
· Les enfants et les jeunes ( <i>sukaabe</i> ) .....	35
· Les anciens .....	35
13. La cohésion familiale, la transmission des connaissances et des valeurs, les alliances, et la reprise de l'exploitation conditionnent sa reproduction. ....	36
· La cohésion et la concertation familiale.....	36
· La transmission des connaissances et des valeurs.....	36
· Le "don" comme acte social .....	37
· Les alliances externes .....	37
Conclusion sur les apports de ces études.....	38